



Qualiconsult®

## Rapport Initial de Contrôle Technique

DCE version 1

### **CENTRE SOCIAL DES LARRIS AMENAG. CRECHE** **COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS**

3 RUE PAUL LANGEVIN  
94120 FONTENAY SOUS BOIS

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
3100040899	21/11/2024	2

**Chargé(e) d'affaire**  
Sofiane BAHRI

## SOMMAIRE

---

<b>1. Renseignements généraux .....</b>	<b>3</b>
1.1 Affaire .....	3
1.2 Maîtrise d'Ouvrage .....	3
1.3 Maîtrise d'œuvre .....	3
1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage .....	4
.....	4
<b>2. Renseignements particuliers .....</b>	<b>5</b>
2.1 Description sommaire de l'opération .....	5
2.2 Constitution et Classements .....	5
<b>3. Documents reçus .....</b>	<b>7</b>
<b>4. Documents à transmettre à Qualiconsult .....</b>	<b>8</b>
4.1 Avant la signature des marchés .....	8
4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique .....	8
<b>5. Remarques préliminaires .....</b>	<b>9</b>
5.1 Avant la signature des marchés .....	9
5.2 Après la signature des marchés .....	9
5.3 Emploi de Techniques Non Courantes .....	9
5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV ») .....	10
5.5 Limite de mission .....	11
5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT .....	11
<b>6. Nature et présentation des avis .....</b>	<b>12</b>
6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT .....	12
6.2 Avis suspendus ou défavorables .....	12
6.3 Formulation des avis .....	12
6.4 Commentaires « QC+ » .....	12
<b>7. Récapitulatif des avis défavorables .....</b>	<b>14</b>
<b>8. Récapitulatif des avis suspendus .....</b>	<b>15</b>

# 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

## 1.1 Affaire

Désignation	CENTRE SOCIAL DES LARRIS AMENAG. CRECHE				
Adresse	3 RUE PAUL LANGEVIN 94120 FONTENAY SOUS BOIS				
Montant prévu des travaux (HT)	Non communiqué	Date prévisionnelle de début de chantier	2025-05-01	Durée prévisionnelle de chantier en mois	6

Permis de construire	A fournir	
Récépissé de dépôt :	A fournir	

## 1.2 Maîtrise d'Ouvrage

	Coordonnées	Diffusion
<b>Maître d'Ouvrage</b>	COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS - M. PIERRE-MARIE ANGELONI ESPLANADE LOUIS BAYEURTE 94125 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX Email : pierremarie.angeloni@fontenay-sous-bois.fr	Oui

## 1.3 Maîtrise d'œuvre

	Coordonnées	Diffusion
<b>Architecte</b>	ECA - M. BACHELET 50 Quai du Barrage 94340 Joinville-le-Pont France Email : bachelet.eca@wanadoo.fr	Oui

## 1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

<input checked="" type="checkbox"/>	<b>L</b>	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>LP</b>	Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI)
<input type="checkbox"/>	<b>PS</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions neuves
<input type="checkbox"/>	<b>PSE</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>LE</b>	Solidité des existants
<input type="checkbox"/>	<b>AV</b>	Stabilité des avoisinants
<input type="checkbox"/>	<b>SH</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>SEI</b>	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
<input type="checkbox"/>	<b>STI</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>TH</b>	Isolation thermique et économies d'énergie
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>PHH</b>	Isolation acoustique des bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>PHA</b>	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>F</b>	Fonctionnement des installations
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>HAND</b>	Accessibilité des handicapés
<input type="checkbox"/>	<b>BRD</b>	Transports des brancards
<input type="checkbox"/>	<b>GTB</b>	Gestion technique du bâtiment
<input type="checkbox"/>	<b>HYSH</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>HYSY</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>ENV</b>	Environnement - ICPE (complément mission S)
<input type="checkbox"/>	<b>CO</b>	Coordination des missions de contrôle

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

## 1.5 Auteurs du rapport

Le présent rapport est validé par les vérificateurs mentionnés dans la liste ci-dessous :

- Eulalie CASSIN-DAWIDOWICZ, vérificateur qualifié en SI-2-D confirmé
- Fabrice THIAM, vérificateur qualifié en EL-2-ERP confirmé

## 2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

### 2.1 Description sommaire de l'opération

Description de la construction :

Le Centre social Les Larris est implanté dans le bâtiment principal comprenant deux niveaux.

- Au RDC sur une surface de 350 m<sup>2</sup> : 1 Hall et salle d'accueil, deux bureaux d'accueil, deux sanitaires PMR, un espace public numérique, une salle polyvalente et un espace petite enfance avec sanitaires et une réserves

- Au R+1 sur une surface de 342 m<sup>2</sup> : six bureaux, Quatre salles d'enseignement, Deux blocs sanitaires

Le centre d'insertion, PADM (point d'accès au droit et la médiation) sera aménagé en RDC dans le bâtiment carré situé en extrémité du bâtiment principal sur une surface de 203m<sup>2</sup>, il comprend : Un hall d'accueil, 1 bureau d'accueil, 7 bureaux et deux bureaux de permanence.

Il est précisé que pour le centre social toutes les activités proposées en étages pourront également être dispensées au RDC.

Les travaux concernent:

- 1- Intégration de l'ancien logement de la crèche pour aménagement de bureau et salle d'enseignement
- 2- Démolition et modification du cloisonnement existant pour création des nouveaux espaces
- 3- Rénovation des faux plafonds, des équipements d'électricité, des équipements de plomberie, et des revêtements de sols
- 4- Remplacement des blocs portes selon les nouveaux cloisonnements
- 5- Création d'une nouvelle entrée au centre social avec allée d'accès de plein pied depuis la place Les Larris
- 6- Création d'un escalier extérieur de 2 up et desservant le premier étage
- 7- Mise en place de contremarches et nez de marches contrastés et antidérapants, mise en place de bande podotactiles sur les paliers escaliers. Modification des mains courantes
- 8- Création de trois sanitaires adaptés PMR
- 9- Marquage horizontal et vertical des places PMR
- 10- Reprise du revêtement en pavés sur les allées d'accès existantes au centre d'insertion
- 11- Création des zones d'accueil accessible PMR
- 12- Demande de dérogation concernant la mise en place d'un ascenseur d'accès au premier étage. Le bâtiment est classé en type R, l'effectif des personnes accueillies au R+1 est inférieur à 100 Personnes et les prestations pratiquées au R+1 seront dispensées au RDC .

Description des travaux électrique CFO :

§ La dépose et l'évacuation des équipements sur les zones restructurées

§ La distribution principale depuis le TGBT et ou TE existants

§ La fourniture et pose :

\* Des appareils d'éclairage

\* Des organes de commande

\* Des alimentations spécifiques.

§ La mise à la terre des équipements.

§ La modification et le complément de l'alarme incendie et le remplacement de la centrale incendie

§ Le compléments de l'éclairage de sécurité.

### 2.2 Constitution et Classements

- **Etablissement(s) Recevant du Public**

Centre social des LARRIS	
<b>Activité Principale</b>	R
<b>Activité(s) Secondaire(s)</b>	L,W
<b>Catégorie</b>	Catégorie 4
<b>Origine classement</b>	Maître d'Ouvrage / Exploitant
<b>IGH</b>	Non

<b>IOP</b>	Non
<b>Description sommaire de l'établissement</b>	<p>L'établissement occupe la totalité / ou occupe partiellement le bâtiment.  Il est classé en ERP de type R de catégorie 4 avec activité L et W  Situé à 17 rue de Jean Mace  Isolement par rapport aux tiers : Oui  SSI de catégorie E , alarme de type 4  BAES: OUI  Extincteur: OUI</p>
<b>Nature et étendue de la mission</b>	SEI complète
<b>Nature et étendue des vérifications</b>	Néant

### 3. DOCUMENTS REÇUS

#### Architecte

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
<b>CCTP</b>	8	DCE	MENUISERIE ALUMINIUM ET METALLIQUE	01	10/2024
	7	DCE	PEINTURE - REVETEMENT DE SOL	01	10/2024
	6	DCE	VENTILATION - CHAUFFAGE	01	10/2024
	5	DCE	PLOMBERIE - SANITAIRES	01	10/2024
	4	DCE	ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE	01	10/2024
	3	DCE	TRAVAUX DE DEMOLITION - MACONNERIE - PORTIQUE - PLATRERIE - CARRELAGE- FAIENCE- MENUISERIE- FAUX PLAFOND	01	10/2024
	2	DCE	DECONSTRUCTION DE MATERIAUX AMIANTES	01	10/2024
<b>Autre</b>	8	DCE	DPGFMENUISERIE ALUMINIUM ET METALLIQUE	01	10/2024
	7	DCE	DPGF PEINTURE - REVETEMENT DE SOL	01	10/2024
	6	DCE	DPGF VENTILATION - CHAUFFAGE	01	10/2024
	5	DCE	DPGF PLOMBERIE - SANITAIRES	01	10/2024
	4	DCE	DPGF ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE	01	10/2024
	2	DCE	DPGF DECONSTRUCTION DE MATERIAUX AMIANTES	01	10/2024
	3	DEC	DPGF DEMOLITION - MACONNERIE - PORTIQUE - PLATRERIE - CARRELAGE- FAIENCE- MENUISERIE- FAUX PLAFOND	01	10/2024

#### BET Gros Oeuvre

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
<b>Plan</b>	-	1A	CREATION DE 5 PORTIQUES METALLIQUES AU PHT RDC	-	10/07/2024
<b>Autre</b>	-	NC1	NDC CREATION DE 5 PORTIQUES METALLIQUES AU PHT RDC	-	10/07/2024

## 4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONSULT

---

### 4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

### 4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.



## 5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

---

### 5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

### 5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

### 5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systématiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.

## 5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

## 5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
  - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
  - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
  - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
  - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

## 5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

## 6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

Corps d'état		
Identification du point de contrôle	Libellé de l'avis	Référence du(es) document(s) examiné(s)

### 6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont **FAVORABLES**.

### 6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

### 6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

#### **F : Avis Favorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

#### **S : Avis Suspendu**

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

#### **D : Avis Défavorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

#### **SO : Sans Objet**

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

#### **HM : Hors Mission**

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

### 6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

## 7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

### Menuiseries intérieures

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Dégagement/ Porte de secours	La porte depuis le couloir vers le hall n'est pas au minimum de 2UP	Plan RDC PRO 11
Degré de résistance au feu des portes/ Cloisonnement traditionnel	N'est pas précisé que les blocs porte vitrés donnant sur les circulations sont au minimum PF1/2 h conformément à l'article CO24. Localisations: bureaux, salle personnel et salles d'enseignement.	LOT n° 03 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE

### Courants faibles

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Flashes lumineux	Les flashes lumineux sont à disposer dans tous les sanitaires et non pas que les sanitaires handicapées. Localisation: Sanitaire non PMR situé au RDC.	LOT n° 04 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE PLAN PRO 11 RDC

## 8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

### Maître d'Ouvrage

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Avis des autorités compétente	L'avis et les attendus des autorités n'ont pas été communiqués.	Dossier PRO

### Architecte

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP</b>		
Seuils devant les portes d'entrée	Il convient de nous communiquer un plan justifiant le seuil devant les portes d'entrées . Localisations: Entrée 1- Entrée insertion.	Plan DCE PRO 11
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Cloisons / résistance au feu	Il convient de nous confirmer que les cloisons remontent tout hauteur . Cloisons entre locaux et circulations et cloisons des locaux à risque	LOT n° 03 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE
Désenfumage des circulations	Depuis la porte de l'espace petite enfance jusqu'à la sortie de secours la distance dépasse 30 m Le désenfumage de la circulation est exigible conformément a l'article DF6	Plan DCE RDC PRO 11
Désenfumage des escaliers	Il convient de préciser comment sont désenfumés les escaliers ? La notice de sécurité n'est pas explicite à ce sujet , elle mentionne la présence d'un désenfumage mécanique. Les escaliers sont en suppression?	Notice de sécurité
Diagnostic sécurité	Un diagnostic sécurité incendie de l'existant est à nous communiquer. ( Résistance et réaction au feu des ouvrages, système de sécurité incendie existant,...)	Dossier DCE
Locaux à risque	Absence de précision concernant la nature de stockage dans les locaux réserves	Notice de sécurité
notice de sécurité	La notice de sécurité ne traite pas les articles L et W et fait référence à des articles PE. Il convient de remédier aux erreurs	Notice de sécurité
	Remédier dans la notice de sécurité à l'erreur concernant le calcul de l'effectif dans le centre d'insertion. Pour 2 pers/pièce et 10 bureaux, l'effectif ne peut pas être de 10 pers.	Notice de sécurité
<b>SOLIDITÉ</b>		
Diagnostic sur existant	L'état de conservation des ouvrages existants et leurs natures sont à nous communiquer ( Plancher , étanchéité terrasse , poteau, voiles,...)	CCTP LOT3 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE DU 10/2024

### Gros Oeuvre Maçonnerie

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Escaliers	Les dimensions des marches des escaliers sont à préciser Localisation: Escaliers existants - Escalier à créer	Plans PRO 11-12
<b>SOLIDITÉ</b>		
Désolidarisation de l'escalier vis à vis aux ouvrages existants.	Il convient de nous confirmer que l'escalier à créer est désolidariser des ouvrages existants . Risque de tassement différentiel.	CCTP LOT3 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE DU

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
		10/2024
Etude de sol	L'étude de sol Sémo fi citée dans le CCTP 3 § 3.4.2 reste à nous communiquer	CCTP LOT3 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE DU 10/2024
Fondation	En absences d'informations sur la nature et le niveau d'ancrage des fondations existantes . Nous ne pouvons pas se prononcer sur la fondation de l'escalier à créer.	CCTP LOT3 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE DU 10/2024
	La contrainte admissible du sol est à préciser	CCTP LOT3 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE DU 10/2024
Justification de la portance des ouvrages existants	Il convient de justifier les ouvrages existants vis à vis aux travaux de démolitions ( ouverture dans les voiles , ..)	CCTP LOT3 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE DU 10/2024

## Menuiseries intérieures

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Degré de résistance au feu des portes/ Cloisonnement traditionnel	N'est pas précisé que les blocs porte des locaux sanitaires donnant sur les circulations sont au minimum PF1/2 h conformément à l'article CO24.	LOT n° 03 MACONNERIE PORTIQUES PLATRERIE MENUISERIE

## Chauffage Ventilation Plomberie Climatisation

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Chauffage	Il conviendra de nous fournir les plans de chauffage	Plans DCE projet du 02/04/2024
Plomberie	Il conviendra de nous fournir les plans de plomberie	Plans DCE projet du 02/04/2024
Ventilation	Il conviendra de nous fournir les plans de ventilation	Plans DCE projet du 02/04/2024
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Chaufferie	Il convient de préciser la puissance dans le local Chaufferie.	CCTP DCE lot 06 ventilation chauffage Octobre 2024 indice 01 de ECA
VMC permanente	Il n'est pas précisé que le ventilateur d'extraction est selon la réglementation (VMC permanente CH43), un ventilateur assurant sa fonction au moins pendant une demi-heure avec des fumées à 400 °C. A préciser (§6.2.1 et 6.2.2)	CCTP DCE lot 06 ventilation chauffage Octobre 2024 indice 01 de ECA
VMC: conduit	Il n'est pas précisé que les conduits de ventilation mécanique contrôlée doivent être réalisés en matériau classé M0. A préciser (§6.2.3)	CCTP DCE lot 06 ventilation chauffage Octobre 2024 indice 01 de ECA

## Courants Forts

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
Arrêt d'urgence	Les dispositifs nécessaires pour permettre la mise hors tension	4 ELECTRICITE



<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
	générale de l'installation électrique de l'établissement sont inaccessibles au public et faciles à atteindre par les services de secours. Ils ne coupent pas l'alimentation normale des installations de sécurité.	COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Canalisation électrique étrangère	Les établissements ne doivent pas être traversés par des canalisations électriques qui leurs sont étrangères, sauf si elles sont placées dans des cheminements techniques protégés tels que visés à l'article MS 53, § 4, avec des parois coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 et si elles ne comportent aucune connexion sur leur parcours.	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Eclairage	Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus sont reliés aux éléments stables de la construction. Ceux qui sont placés dans les passages ne font pas obstacle à la circulation. Les appareils d'éclairage ne doivent pas être encastrés dans les plafonds suspendus qui sont pris en compte pour le calcul de la résistance au feu des planchers attenants.	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Installation de sécurité	Les canalisations de sécurité ne devront pas cheminer au travers des locaux à risques particulier. A défaut elles seront placées sous gaine technique protégée de degré coupe feu 1 heure 4 faces.	FSB_Centre_Social_LA RRIS_DCE_20240923
	Absence d'information concernant le raccordement et le mode d'alimentation des installations de sécurité.	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Installation électrique de sécurité	Incohérence entre le CCTP (chapitre 4.1 de la page 4) modification du SSI avec remplacement de la centrale et la notice de sécurité (chapitre 7 page 11) SSI ne sera pas remis en cause. nous éclaircir ce point.	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Locaux à risque	Les prescriptions particulières des locaux à risques d'incendie (locaux à risques moyens et importants) définies dans la norme NF C 15-100 éditions 2002 devront être respectées (limitations des courants de défaut à la terre par DR 300mA, aucun matériel électrique non dédié au local ou zone à l'intérieur de celui-ci, matériel électrique étanche,...).	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
	Les matériels électriques doivent être choisis et mis en œuvre conformément aux prescriptions du tableau 51A qui donne les caractéristiques des matériels nécessaires selon les influences externes auxquelles ils peuvent être soumis. Dans les locaux ou zone classés BE2, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux, à l'exception des canalisations dans les conditions définies en 422.1.5. Ces installations doivent satisfaire aux prescriptions des sous-paragraphes 422.1.2 à 422.1.18.	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Locaux destinée aux enfants	Tableau 51A de la NF C 15-100 Inaccessibilité des matériels dont les température sont supérieur à 60°C, Les socles de prise de courant, les interrupteurs et autre appareillages installé dans les locaux accessible aux enfants sont situés à au moins 1,20 m au dessus du sol fini.	FSB_Centre_Social_LA RRIS_DCE_20240923 FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
	Le matériel mis en place dans les locaux destiné aux enfants devra justifier d'un degré de protection IP3X ou IPXXC.	FSB_Centre_Social_LA RRIS_DCE_20240923 FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Note de calcul	Le dimensionnement des installations réalisées devra être justifié par note de calculs (sélectivité entre les installations publiques et non publiques, pouvoir de coupure du matériel installé, intensités admissibles des canalisations,...).	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Salle polyvalente - Rez-de-chaussée	Il est mentionnée au chapitre 1-1 de la page 6 de la notice de sécurité que un local accueillera un effectif supérieur à cinquante personnes, ce local devra comporté minimum deux circuits d'éclairage avec une sélectivité entre chaque.	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
	Le dispositif de commande ne devra pas être accessible au public.	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Source d'alimentation	Absence de précision concernant la source d'alimentation (schéma de liaison à la terre, puissance, domaine de tension...etc).	4 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE FSB_CEN_SOCIAL_LE SLARRIS_NOTICE_SE CURITE 2
Tableau électrique	Les distances minimales autour des tableaux de distribution devront respecter les valeurs du tableau 781A de la norme NFC 15-100. Actuellement, les plans ne permettent pas de déterminer si les dimensions sont respectées.	FSB_Centre_Social_LA RRIS_DCE_20240923
	Absence de précision sur l'emplacement et la puissance des tableaux électrique installé, si ils sont installé dans un local ou dégagement accessible au public, ils doivent être enfermé dans une armoire ou coffret sous enveloppe métallique satisfaisant aux exigences de la norme NF EN 60695-2-11. pour un tableau électrique d'une puissance supérieur à 100kVA, il doit en plus des éléments cité ci-dessus être enfermé dans une enceinte à parois maçonnées, équipée d'un bloc-porte pare-flammes de degré une 1/2 heure ou E 30 et ventilée si cela est nécessaire, exclusivement par des grilles à chicane.	FSB_Centre_Social_LA RRIS_DCE_20240923

## Courants faibles

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Alarme	L'alarme de de type 4 assure le seul rôle d'évacuation, en cas de maintien du contrôle d'accès une alarme de type 3 au minimum est exigible.	LOT n° 04 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE
	-N'est pas précisé dans la notice si une sonorisation est prévue. Une activité de type L est prévu, d'ans le cas d' une sonorisation conformément à l'article L16§2, l'alarme doit être interrompue par diffusion d'un message préenregistré prescrivant en clair l'ordre de l'évacuation,... -Une alarme de type 4 risque d'être insuffisante en cas de sonorisation.	LOT n° 04 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE
Contrôle d'accès	Le contrôle d'accès des issus doit faire l'objet d'un avis de la commission de sécurité	LOT n° 04 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE